

CAMBODGE NOUVEAU

1 - 16 juin 1996

Politique Economie Finances

2ème année Numéro 52

ramer ensemble

Au fond, assez peu de gens tiennent vraiment à la démocratie. Tant qu'elle n'existait pas, elle apparaissait comme une éclaircie merveilleuse au sortir d'un tunnel. Maintenant, on lui trouve bien des inconvénients.

La grande idée des élections et d'un régime démocratique, c'est de faire participer tous les Cambodgiens à la reconstruction de leur pays. Bonne idée, qui a été très bien comprise. S'est ensuivie, en effet, une phase de réconciliation, de travail en commun, de reconstruction. Il faut espérer que cette phase va se poursuivre, et la tendance gagner en force et en efficacité. Mais on constate un certain essoufflement.

Déjà le système est critiqué. Du côté de la population, il n'est pas sûr que l'on préfère la bizarre formule actuelle, le bi-céphalisme, à un système plus simple, qui serait plus efficace. Le monde des affaires n'apprécie guère non plus ce pouvoir à deux têtes qui paralyse les décisions, qui fait perdre du temps et de l'argent. Pour beaucoup, le nouveau système a tout compliqué. La démocratie, les droits de l'homme ? C'est ajouter des problèmes à un pays qui en a déjà son compte !

Pourtant, on voit mal quel autre système adopter. Un seul parti au pouvoir, et un autre dans l'opposition ? Mais le Cambodge n'a pas assez de personnel compétent pour cela. Il ne peut s'offrir qu'un bateau, qu'un équipage. Les Cambodgiens n'ont pas d'autre choix que de ramer ensemble. Avec si possible un commandement... unifié. A.G.

interview Pierre DEFRAIGNE, Directeur des Affaires Nord-Sud à l'Union Européenne

"le Cambodge doit se dépêcher"

Deux avantages énormes sont offerts au Cambodge par l'Union Européenne, en plus du Programme de Réhabilitation (PERC) explique M. Pierre Defraigne, directeur des Affaires Nord-Sud à la Commission Européenne :

- des avantages commerciaux : droits "zéro" pour toutes les exportations industrielles et pour presque toutes les exportations agricoles : c'est le GSP ou Système de Préférences Généralisé (voir p. 2 et 3).

L'Union Européenne est la seule à accorder de tels avantages : ni les Etats-Unis, ni le Japon n'en font autant.

- un instrument financier pour aider les joint ventures khméro-européennes, c'est ECIP (European Community Investment Partners).

ECIP

L'aide aux joint ventures

"Je suis convaincu qu'échanges commerciaux et investissements sont étroitement liés, dit Pierre Defraigne. C'est pourquoi nous proposons au Cambodge une aide aux investissements, c'est la formule ECIP".

ECIP apporte une aide financière, qui consiste en prêts à taux très faibles, ou en dons, aux chefs d'entreprise lors des quatre phases d'un investissement :

- 1) identification de l'investissement;
- 2) étude de faisabilité;
- 3) création d'une joint-venture;
- 4) formation du personnel s'il y

a transfert de technologie.

Ce système fonctionne à travers les banques agréées. Pour l'instant, il n'existe pas au Cambodge de banque commerciale, de banque d'investissement qui puisse jouer ce rôle. Ni de "guichet unique" qui fasse la liaison entre les investisseurs, le Bureau des Investissements et le Premier ministre...

Déjà 1600 projets créés grâce à la formule ECIP fonctionnent

dont les produits textiles, et un grand nombre de produits agricoles.

L'Union Européenne vise ainsi à favoriser l'industrialisation des pays qu'elle aide.

Pour bénéficier des taux zéro, il faut que les produits exportés comportent au moins 50 % de valeur ajoutée locale. Pour que cette condition soit respectée, les produits exportés vers l'Europe doivent avoir un certificat d'origine.

Il existe une nouvelle clause avantageuse depuis 1995 : les matériaux ou composants entrant dans la fabrication des produits exportés qui ont été préalablement importés sont réputés "cambodgiens" s'ils

proviennent d'un pays européen. Cette clause est destinée à favoriser les joint ventures khméro-européennes.

Le Cambodge est une priorité pour l'Union Européenne. C'est légitime. Mais ça ne va pas durer ... Il y a d'autres urgences dans le monde.

dans le monde, majoritairement en Chine et dans les pays de l'ASEAN.

Le GSP exportations à "droits zéro"

En principe quatre niveaux de droits peuvent être perçus à l'entrée des pays importateurs, en fonction de la "sensibilité" des produits (du degré de sacrifice que la diminution des droits représente pour les producteurs européens).

Ces niveaux vont de 85 % des droits normaux pour les produits très sensibles comme les textiles et les ferro-alliages, à zéro (produits non-sensibles). Mais pour un petit nombre de pays, dont le Cambodge, l'Union Européenne accepte la suppression de tout droit sur tous les produits industriels,

la "dérogation"

Au cas où les composants préalablement importés représentent plus de la moitié de la valeur des produits exportés vers l'Europe (c'est à dire, si la valeur ajoutée par le pays exportateur est inférieure à 50 %), il existe une clause appelée la "dérogation" : c'est à dire que l'Union Européenne peut accorder cependant à ces produits le niveau zéro des droits. Mais il faut une décision particulière des autorités compétentes ... qui n'est pas encore intervenue.

(suite page 2)

à l'intérieur

Interview : P. Defraigne : l'aide de l'Europe, le GSP

Où en sont les privatisations ?

La recherche pétrolière

La mondialisation va-t-elle durer ?

pages 1 2 3

pages 4 5

pages 6 7

page 8

LE SYSTEME DE PREFERENCES GENERALISEES

(suite de la page 1)

"Nous avons pour le Cambodge une immense sympathie, de l'affection, à cause de son histoire, dit M. Pierre Defraigne. "Mais nous sommes des amis exigeants. Nous voyons que le Cambodge a encore un long chemin à faire. Il doit mobiliser ses forces pour créer un cadre solide permettant le développement. Selon la formule "aide-toi et le ciel t'aidera", il faut que le Cambodge prenne ses responsabilités.

il faut un Etat fort

A mon avis, il faut un Etat fort. Cela ne signifie pas "obèse". Fort du soutien de la population, dans un cadre démocratique. Il faut au sommet des politiciens visionnaires, qui montrent la voie, et qui soient secondés par

des fonctionnaires compétents et intègres. C'est le métier de l'Etat d'assurer la sécurité, les infrastructures, l'Education, de faire respecter les lois, les règlements des marchés, de faire respecter l'environnement. Mais en premier lieu la sécurité, intérieure et extérieure.

on manque d'un "grand dessein"

Il me semble qu'au Cambodge, il n'y a pas de "grand dessein". Il y a surtout une lutte pour le pouvoir.

On peut le comprendre, puisque ce pouvoir est partagé, mais il faut qu'on n'en reste pas là. Le pouvoir n'est pas un but en soi. Il ne faut pas que le seul but de cette lutte soit d'exercer le pouvoir.

Lorsque cette lutte aura trouvé

son équilibre, alors il faudra se consacrer au développement, à trouver une formule spécifique au Cambodge. L'enjeu du Cambodge, il est là.

le Cambodge doit trouver sa propre formule de développement

Il est indispensable que le Cambodge trouve sa propre formule de développement. Il n'y a pas de recette toute faite. Chaque pays a sa propre géographie, sa propre histoire, sa culture.

La plus haute tâche des hommes d'Etat est de comprendre quels sont les besoins du peuple, et de mesurer ce qu'ils peuvent lui demander.

Les pauvres peuvent accepter des sacrifices si on leur montre le bout du tunnel, l'objectif, s'ils voient que leurs enfants seront mieux.

C'est ça la démocratie : convaincre le peuple, l'éduquer.

Les hauts responsables sont trop préoccupés par le pouvoir.

attention : l'aide ne durera pas toujours !

Je tiens à souligner un point : le Cambodge est pour l'Union Européenne, pour la communauté internationale, une priorité aujourd'hui. Il est aidé comme aucun autre pays au monde. C'est l'aide la plus importante, par tête d'habitant, qui ait jamais été accordée. C'est légitime. Mais ça ne va pas durer. Les Cambodgiens doivent se presser d'utiliser la manne qui leur arrive, parce qu'il y a d'autres urgences. Une urgence chasse l'autre. Nous avons d'autres pauvres ! Le monde entier a besoin d'aide. La compétition entre les pays dans le besoin pour obtenir de l'aide est formidable. alors que les ressources disponibles sont en diminution. Un exemple : Tchernobyl va nous coûter très cher ...

le PERC

Programme Européen de Réhabilitation du Cambodge

Un premier programme d'aide de l'Union Européenne au Cambodge, dit ERP (Programme de Réhabilitation CE/Cambodge) a été lancé en mai 1992. Il concernait les deux Provinces de Battambang et Pursat, et s'exerçait à travers des organisations non-gouvernementales (environ 44). Jusqu'en décembre 1994, l'ERP a reçu environ 20 millions d'ECUs (24 millions de dollars); avec le financement d'autres activités : 30,5 millions d'ECUs :

Développement rural	10,08
Santé / Hygiène	9,86
Education	2,36
Déménagement	3,22
Autres	4,98
total	30,50

Avec l'assistance humanitaire, et

la défense des droits de l'Homme : 45,40 millions d'ECUs.

Le PERC (Programme Européen de Réhabilitation du Cambodge) s'étend de 1994 à 1997. Il consacre 67,1 million d'ECUs (80,52 millions de dollars) au Cambodge, ainsi répartis :

Développement rural	36,8
Education primaire	13,0
Appui institutionnel et technique	6,0
Droits Humains	1,6
Autres	9,7
total	67,1

Sur le PERC voir C.N. n° 1; sur le PRASAC (Développement rural, concernant 6 Provinces de l'est et du sud) voir C.N. n° 26 et 51.

G S P : surtout des produits textiles

La prépondérance des produits textiles dans ces exportations apparaît nettement dans ces chiffres (en milliers de dollars):

	1994	1995
produits non textiles	34,67	1 101
produits textiles	3 822	26 435

Il existe 23 entreprises de confection qui exportent.

Les autres exportations sont :

- du bois scié et des meubles (exportés vers les pays asiatiques);

- des produits de la pêche;

- divers tels que : bière (vers le Japon), papier à brûler (vers Taiwan), des graines de lotus (vers la Chine), nattes, thé, sésame, jouets en bois, objets sculptés, tannerie, sacs en rotin, cassettes vidéo, bijoux ...

Les exportations de produits textiles sont réalisées sans quota, c'est à dire sans limitations de quantités. En 1995 le Canada avait fixé une limite à 865 000 pièces, mais elle n'a pas été atteinte (276 672 pièces exportées).

A PROPOS ...

nuages sur Tokyo

Nuages sur les relations entre les bailleurs de fonds et le gouvernement cambodgien. Le FMI n'a pas versé en mars le prêt attendu de 20 millions de dollars, et le versement ne sera pas fait avant septembre. Le directeur du FMI Michel Camdessus a fait remettre aux deux Premiers ministres une lettre qui peut

passer pour un avertissement courtis.

Le Parlement européen de son côté a demandé à la Commission, dans une résolution du 23 mai, d'inclure dans l'accord de coopération qui doit être signé prochainement une clause permettant à l'Union Européenne de suspendre son aide en cas d'atteintes graves aux droits de l'Homme, à la liberté de la Presse, et aux droits démocratiques fondamentaux.

La résolution demande d'autre part à la Commission de "faire pression sur le gouvernement cambodgien pour qu'il applique l'interdiction de couper des arbres et d'exporter du bois, et suspende tous les contrats de coupes".

Ith Vichit démissionne ?

Cette information donnée par le *Phnom Penh Post* du 31 mai est inexacte, affirment le même jour les collaborateurs du Secrétaire

général du Conseil de Développement du Cambodge (CDC). Cette démission est en fait attendue depuis longtemps, tant sont vives les critiques adressées au CDC, qui devrait aider les investisseurs et n'est que la première étape d'un long parcours d'embrouilles.

Ariston : c'est flou

Oui ou non la société malaisienne Ariston va-t-elle investir dans la région de Sihanoukville

LE SYSTEME DE PREFERENCES GENERALISEES

GSP : 1 million de dollars par semaine

Le GSP apporte au Cambodge une aide très substantielle : par cette "entrée gratuite" ses exportations atteignent environ 1 million de dollars par semaine. Du début de 1996 à la mi-mai : 28,7 millions de dollars.

26 pays importent des produits cambodgiens avec le bénéfice du GSP, la plupart européens.

en milliers de dollars:

	1994	1995	4 mois 96
Grande Bretagne	1 297	12 487	12 533
Allemagne	860	4 609	2 482
France	619	4 125	721
Belgique	65	1 831	433
Danemark	520	1 640	103
Pays Bas	161	846	612
Etats-Unis	-	481	321
Canada	82	390	137
Taiwan	-	234	63
Singapour	-	181	1 392
Thaïlande	-	130	-
Suisse	64	129	27
Luxembourg	-	99	-
Hong Kong	-	87	-
Finlande	26	84	-
Autriche	35	77	54
Irlande	110	61	1 484
Russie	-	59	32
Corée	-	50	114
.....			
total	3 857	27 536	21 066

On voit que six pays européens assurent à eux seuls quelque 95 % des exportations cambodgiennes réalisées sous la formule GSP.

Il existe maintenant au ministère du Commerce une cellule chargée tout particulièrement du Système de Préférences Généralisées. D'en faire connaître les avantages auprès des entreprises, de délivrer des certificats d'origine et des certificats d'origine Formule A aux commerçants et aux producteurs qui veulent exporter des marchandises originaires du Cambodge. C'est cette cellule qui enregistre les compagnies exportant sous le régime des GSP.

CAMBODGE NOUVEAU
ne copie personne.
Ne le copiez pas.
Si vous le citez,
indiquez la source.

Cambodge Nouveau
le lieu où s'informent
et communiquent
le secteur public et le secteur privé,
les responsables
Cambodgiens et étrangers

A PROPOS ...

1,3 milliard de dollars ? L'accord, après agrément du CDC en 1994, a été solennellement signé le 2 janvier 1995, à Kuala Lumpur, par les deux Premiers ministres et le Premier ministre de Malaisie Dr Mahathir Mohamad. Côté Ariston comme côté gouvernemental, on se rejette mutuellement la faute des retards. Lors de la première réunion de la SDA (Sihanoukville Development Au-

thority) créée pour aplanir les difficultés, le 24 mai, le directeur d'Ariston, Dr Chen Lip Keong, a cité : - l'exclusivité du casino flottant Naga Resort n'est pas respectée; - le terrain où Ariston devait construire une centrale électrique à Sihanoukville a été donné à un projet de la Banque Mondiale; - les travaux sur la piste de l'aéroport de Sihanoukville, qui doit être élargie à 45 m et allongée à 2 500 m, sont empêchés par des

une menace pour la confection cambodgienne
le problème des "dérogations"

Les exportations cambodgiennes vers les pays de la Communauté, principalement des produits de confection, y entrent sans payer de droits de douane en vertu de ce que l'on appelle la "dérogation". La règle, c'est que pour bénéficier de "droits zéro" (au lieu de 15 %) les produits en provenance des pays en développement doivent comporter une valeur ajoutée locale d'au moins 50 %. Autrement dit : certains composants de ces produits peuvent avoir été préalablement importés, mais leur valeur doit entrer pour moins de 50 % dans la valeur du produit fini.

A cette condition, les produits obtiennent un "certificat d'origine", qui leur permet l'entrée sans aucune taxe dans le pays européen destinataire.

Dans le cas des produits de confection cambodgiens, la valeur des composants importés, les tissus, le fil, etc ... dépasse 50 % de la valeur des produits, reconnaissent les responsables cambodgiens. La valeur ajoutée au Cambodge c'est à dire la "façon", le travail de coupe, de couture, ... pourrait atteindre approximativement 40 %.

La "dérogation", c'est le fait que les pays de destination acceptent malgré cela les produits sans leur faire payer de droits.

Jusqu'ici, le Cambodge bénéficie d'une situation dérogatoire anormale, appuyée sur des documents (le "formulaire A") qui ne reflètent pas la réalité ci-dessus. La mission de Bruxelles demande donc clairement au gouverne-

ment cambodgien d'abandonner sans délais ce formulaire A, et d'attendre que l'Union Européenne décide officiellement d'attribuer au Cambodge la fameuse dérogation.

- et en attendant que cette dérogation nous soit accordée ? demandent les responsables cambodgiens

- en attendant, vos produits paieront les droits.

- Pendant combien de temps ?

- Normalement, la décision devrait être prise rapidement. C'est plutôt une question de semaines que de mois. Mais il est impossible de donner de date précise.

Craignant que, contraints à payer des droits, les ateliers de confection ne soient plus rentables, que certains soient contraints de fermer, qu'il y ait un chômage dramatique, certains, au ministère du Commerce, sont tentés de passer outre aux recommandations de la mission de Bruxelles, de continuer à utiliser les "formulaires A" que Bruxelles considère comme frauduleux, confiants dans une décision finale, favorable, de Bruxelles.

C'est un pari dangereux, disent, unanimes, les membres de la mission européenne. "Si les Cambodgiens font cela, ils vont voir le ciel leur tomber sur la tête", dit M Pierre Defraigne. Il est exclu que la Commission accepte des fuites, des fraudes. L'Union Européenne, et le GSP, y perdraient toute crédibilité.

"En fait je suis confiant, je crois que le ministre S.E. Cham Prasidh a parfaitement compris notre position".

habitants qui demandent des compensations d'expulsion; - du matériel d'une valeur de 10 millions de \$ est retenu aux douanes; - les accords BOT n'ont toujours pas été signés; - ni les concessions de deux îles, dont Naga, pour 50 ans. Ariston, affirme le Dr Chen, réalisera son projet en 24 mois si ces difficultés sont aplanies.

Thun Bun Ly assassiné
L'assassinat le 18 mai du jour-

naliste Thun Bun Ly, directeur de "L'idéal Khmer", très critique du pouvoir, qui était aussi membre du comité directeur du Parti Nation Khmère de Sam Rainsy, "ne fait que renforcer encore plus notre détermination à faire reculer la dictature et à défendre encore plus âprement des principes politiques et moraux(...)" écrit Sam Rainsy dans un communiqué du 18 mai.

(suite page 4)

OU EN SONT LES PRIVATI-

Au ministère de l'Industrie, de l'Energie et des Mines s'achève, pour ce qui le concerne, la vaste opération de privatisation des entreprises publiques commencée en 1989.

Il y a deux ans, en mai 1991, on reconnaissait que sur les 65 entreprises privatisables en principe, une vingtaine seulement étaient viables. Encore, sur ce nombre, à cause de la vétusté du matériel, de la pléthore des effectifs, et souvent d'une mauvaise gestion, pas plus d'une douzaine produisaient quelque chose (C N n° 7).

Le choix déterminé du Cambodge en faveur de l'économie de marché, la concurrence qu'elle entraînait avec les produits importés, ont imposé une politique nouvelle.

formule : la location de longue durée

La formule choisie a été celle de la location de longue durée (de 30 à 70 ans) :

Elle présente beaucoup d'avantage pour l'Etat, explique M. Hul Lim, sous-Secrétaire d'Etat au ministère de l'Industrie, qui est, depuis l'origine, le maître-d'oeuvre de ces privatisations :

- *L'Etat se dégage de toute activité de gestion* et de commercialisation, qui ne sont pas de sa compétence; ces activités sont confiées à des professionnels;

- *L'Etat réalise des économies importantes*, il ne paie plus des salaires sans productions, donc sans revenus en retour;

- au contraire, il a des rentrées régulières;

- il y a création d'emplois (plus

de 2000 pour les 12 privatisations réalisées de début novembre 1993 à fin avril 1994);

- *L'Etat ne "vend" pas ses biens*, il reste propriétaire, lié par contrat à un gestionnaire, qui a la charge d'investir et de faire fructifier, moyennant un loyer;

- *la formule du loyer est simple*, elle décharge l'Etat de toute complication administrative.

- *Elle permet de faire des prévisions*, ce qui est précieux pour établir le budget, pour donner confiance aux bailleurs de fonds, éventuellement pour emprunter

réparer les machines et à réorganiser l'usine. Tous les effectifs ont été conservés (à l'exception de départs à la retraite). La production devrait commencer, s'il n'y a pas d'obstacle imprévu, vers la fin de juin.

L'usine textile de Kompong Cham

Arrêtée pendant plus de deux ans, pendant lesquels le gouvernement a payé les 600 ouvriers (à 65 % du salaire normal), cette usine a été louée à une entreprise de Taïwan, spécialiste

mais ce n'est pas encore organisé.

L'usine de sacs de jute de Battambang

Elle compte également 600 ouvriers environ, et c'était elle aussi une entreprise bien malade. Elle est reprise par une entreprise anglo-cambodgienne. Le contrat a été signé, tous les ouvriers seront repris. Le transfert a eu lieu, mais jusqu'ici, le nouveau gestionnaire n'a pas encore réorganisé l'activité, la production n'a pas repris et les salaires sont en retard d'un mois. Il y a donc là un problème à éclaircir.

cas divers

La cimenterie de Kampot : il y a un conflit interne dans cette entreprise, reconnaît M. Hul Lim, mais c'est un dossier encore confidentiel, dont s'occupe le ministre lui-même, et l'ambassade de Chine (voir "A Propos ..." dans ce numéro). Un problème se pose entre le président cambodgien de cette société et le partenaire chinois qui assure la gestion, et pas du tout entre le gouvernement et le président cambodgien, avec qui le gouvernement a signé le contrat. Donc en principe le ministre n'a pas à intervenir.

A ma connaissance, le président cambodgien se plaint de ce que, après presque 4 ans de fonctionnement, il n'y a aucun bénéfice, et il ne voit pas l'intérêt de continuer comme cela. Et il se plaint de ne pas recevoir d'information de la part des gestionnaires chinois.

Sur les privatisations voir *Cambodge Nouveau* n° 7, 16, 29, 30 (texte du sous-décret sur les Privatisations).

Depuis 1989, une soixantaine de sociétés d'Etat ont été privatisées.

L'opération touche à sa fin.

Formule : la location de longue durée, qui apporte à l'Etat du cash immédiat.

de l'argent.

En mai 1994, plus de 50 sociétés avaient été privatisées. Deux ans après, on peut dire que l'opération est achevée, avec la location de la plupart des cas difficiles qu'il restait à traiter.

L'usine de pneus de Takhmau

Après une interruption de trois ans pendant lesquels le personnel, plus de 300 personnes, a continué à être payé (le coût : environ 1 milliard de riels), l'usine a été louée il y a 3 mois à une entreprise chinoise du Guangdong spécialisée dans cette activité.

"Nous sommes très satisfaits de cette société", dit M. Hul Lim, qui a commencé tout de suite à

du textile.

Tous les ouvriers sont progressivement repris, ceux qui ne le sont pas encore (environ la moitié) reçoivent 60 % du salaire normal de 35 dollars, soit à peu près 21 dollars.

Le reprendre a deux problèmes : le poids de ces salaires versés à des gens qui ne travaillent pas encore; et celui des matières premières, essentiellement du coton, que l'on ne trouve pas encore dans le pays, c'est à dire qu'il faut importer. Le gouvernement s'efforce d'aider cette entreprise, pour ses importations, dans ses rapports avec les ouvriers.

Il est prévu que l'on fera pousser du coton, mais l'on en n'est encore qu'aux débuts. Il existe de petites exploitations familiales,

A PROPOS ...

Le PNK, qui n'a toujours pas été officiellement reconnu par le ministère de l'Intérieur, ouvrirait le même jour 3 bureaux à Sihanoukville. Le 27 mai, deux nouveaux bureaux ont été ouverts dans la province de Prey Veng. Deux autres doivent l'être le 2 juin à Sihanoukville.

Sam Rainsy a demandé au ministère de l'Information de lui attribuer une fréquence radio FM.

Chambre de Commerce

"Si, il y a un règlement intérieur", nous dit M. Lim Sopheap, Expert au ministère du Commerce et membre de la Chambre, en réponse à un récent "A Propos" (C.N. n° 50). "mais il doit être modifié sur quelques points". Quant au financement, on l'attend de l'Union Européenne, comme convenu.

D'autre part, la Chambre de Commerce de Versailles est d'accord pour former 4 ou 5

Cambodgiens pour animer les différentes sections de la Chambre. Elle compte au total 24 membres.

2 544 entreprises

Le nombre des entreprises privées enregistrées au ministère du Commerce atteint 2 544 fin mai.

Pochentong

Le drainage de l'aéroport, destiné à le mettre "hors d'eau",

en cours de réalisation, nécessite : 10 km de canaux, 47 ha de bassins, 400 000 m³ de terre déplacée, plus de 500 m³ de béton armé. L'eau de ruissellement, recueillie dans 12 bassins autour de l'aéroport, est conduite de là par gravitation jusqu'à un réservoir situé au sud de l'aéroport, est envoyée par une station de pompage (4 m³/s) dans un second, qui pourra l'évacuer vers l'extérieur en cas de besoin, et servir à l'irrigation

S A T I O N S ?

La Sokimex : l'affaire n'est pas du ressort du ministère de l'Industrie, mais du ministère du Commerce dont dépend la CKC (Compagnie Kampuchéenne des Carburants). Le gouvernement a décidé de vendre la CKC à Sokimex, qui était devenue ingérable avec plus de 500 personnes. On a essayé de faire une joint venture, mais ça n'a pas réussi. C'est avec Sokimex que l'opération est la meilleure.

L'usine mécanique n° 1 relève encore de notre ministère. C'est la seule à réaliser un certain profit. Nous avons signé il y a quelques mois un contrat de joint venture avec une société française Synergie. Le projet est de fabriquer des canots en aluminium. Dans une autre partie de l'usine on rénove des ferries, c'est un projet du Danemark.

quelques cas résiduels

Le programme de privatisation commencé il y a 7 ans touche donc à sa fin. Il reste quelques entreprises à privatiser, peut-être 2 % du programme initial, mais on peut considérer qu'elles ne trouveront pas de repreneur. C'est le cas par exemple de l'usine textile de Battambang, avec ses 200 ouvriers. Un autre cas : l'imprimerie du ministère, 80 personnes, dont le matériel est très vétuste. Quant aux plantations d'hévéas, elles relèvent du ministère de l'Agriculture.

pas de sociétés mixtes

Au total, les repreneurs, en très grande majorité des asiatiques, ont préféré, plutôt que de créer des sociétés mixtes, la formule de la location de longue durée, et

avoir la totalité de la gestion. L'Etat a aussi préféré cette formule, pour avoir des rentrées immédiates, alors qu'avec une société mixte il faut attendre longtemps qu'il y ait des bénéfices...

Le cas grands services publics comme l'eau, l'électricité, le pétrole, est différent.

La loi sur les entreprises publiques qui vient d'être adoptée par l'Assemblée Nationale s'applique tout particulièrement à Electricité du Cambodge. C'est d'ailleurs la Banque Mondiale qui a exigé que EDC ait l'autonomie financière.

A la différence de l'électricité qui est, à Phnom Penh comme dans les Provinces, sous l'autorité de notre ministère, la Régie des Eaux de Phnom Penh, elle, est sous la tutelle de la Municipalité de Phnom Penh. Alors que dans les Provinces, "l'eau du robinet" (considérée comme un produit fabriqué) est sous la responsabilité du Ministère de l'Industrie, de l'Energie et des Mines.

investissements : une certaine confusion

Concernant les investissements, le ministère de l'Industrie manque lui aussi d'informations et de statistiques. "Il y a beaucoup de confusion dans les responsabilités" reconnaît M. Hul Lim. "Le CDC a voulu tout faire, et il n'a pas assez de personnel compétent. Il n'y a pas de contrôle, on ne sait pas ce que sont devenus les investissements agréés. On manque de récapitulation et de statistiques".

journalistes assassinés

Avec l'assassinat le 18 mai de Thun Bunly, rédacteur-en-chef de *Khmer Ideal*, ce sont quatre journalistes qui ont été tués en moins de deux ans.

L'éditeur de *Samleng Yuvachun (La Voix de la Jeunesse Khmère)*, Non Chan, a été tué le 7 septembre 1994.

Chan Dara, un journaliste de *Koh Santepheap (Ile de la Paix)* était tué le 8 décembre suivant.

Le 10 janvier 1995, Thou Chham Mongkul, rédacteur-en-chef d'*Antarakum (Intervention)*, était accidenté et mourrait à l'hôpital le lendemain.

Les auteurs de ces crimes n'ont pas été retrouvés, on ne sait s'il y a eu enquêtes approfondies, on en est donc réduit aux hypothèses.

La seule chose sûre c'est que ces quatre journalistes avaient en commun d'avoir publié des articles très critiques du gouvernement. L'assassinat de Thun Bunly a eu lieu au moment même où Sam Rainsy, leader du parti d'opposition (non reconnu) Nation Khmère, inaugurait les trois premiers bureaux du parti en province.

La conclusion unanime est qu'il s'agit d'assassinats politiques. Le but, ce n'est sans doute pas

tellement la suppression physique de ces journalistes, qui ne menaçaient nullement l'existence du gouvernement, dont les "fautes" relevaient de l'insolence (Thun Bunly avait été condamné pour diffamation et avait fait appel), mais pour intimider.

Il s'agit de faire peur à tous les opposants quels qu'ils soient, dans une période où l'on compte beaucoup de déçus, beaucoup de "déboussolés", où beaucoup de Cambodgiens peuvent être tentés de faire des choix politiques différents.

Il s'agit aussi de montrer que dans la pratique, il n'y a pas de procès, de justice qui tienne. Que tous les partisans de la démocratie, de la justice, des droits de l'Homme, qu'ils soient cambodgiens ou étrangers, qu'il s'agisse d'Assemblées, de Commissions, d'associations, d'individus, de journaux, d'organismes non-gouvernementaux ou internationaux, ... n'y peuvent rien faire, ne constituent pas des obstacles pour des assassins déterminés. Et pourtant, ces procédés sont inefficaces. L'histoire montre que démocratie, justice, liberté sont des notions absolument indestructibles.

Sinon, elles auraient disparu depuis longtemps.

le journal
des
décideurs
votre
meilleur
investissement
!

Directeur de la publication : Chea Savuth
Rédacteur-en-chef : Alain Gascuel
Enquêtes : Horn Phally
Mise en page : Jean Cévennes
Impression : CIC
Centre Informatique du Cambodge

tel (015) 91 19 67

CAMBODGE NOUVEAU
58 rue 302 - BP 836 - Phnom-Penh
est vendu uniquement par abonnement
exemplaire gratuit sur demande

A PROPOS ...

pendant la saison sèche. Le drainage de Pochentong devrait être terminé avant la saison des pluies.

trafic passagers en forte augmentation

En avril, le nombre des arrivées, 22 000, a été de 28 % plus élevé qu'en avril 1994 (17 000) annonce M. Ruos Sam Ear directeur de la Planification du

ministère du Tourisme.

En mai et juin, le nombre des arrivées diminue, à cause des pluies, il remonte en juillet et août, période de vacances. Il y a une baisse en septembre (grasses pluies), et la saison reprend d'octobre à avril.

Sur les vols intérieurs, l'augmentation aurait été en avril de 50,4 % (+ 40,4 % pour les 4 mois 1996).

rêve ferroviaire

Une voie ferrée qui relierait Pékin à Singapour par Hanoï, Ho Chi Minhville, Phnom Penh, Bangkok ? Il n'y manque que la section Ho Chi Minh - Phnom Penh (elle était dans les projets au temps du Protectorat).

Une délégation malaisienne est venue à Phnom Penh le 20 mai réactiver ce projet séduisant. Mais il y a des obstacles. Le coût en est un : la voie nouvelle devrait traverser le Mékong, par

le pont (routier) prévu à Kompong Cham. Les khmers rouges en sont un autre : ils font constamment sauter la section Pursat - Battambang, qui n'est plus utilisée. Il semble plus raisonnable de réhabiliter d'abord la voie Phnom Penh - Sihanoukville.

Un réseau ferré "sub-régional" (Yunnan, Cambodge, Myanmar, Laos, Vietnam, Malaisie, Singapour) dont la liaison Phnom Penh

(suite page 8)

L' E X P L O R A T I O N

Enterprise Oil, l'une des sociétés qui explorent l'off-shore cambodgien, "a trouvé des hydrocarbures" au forage dit Da-I, à environ 150 km de la côte, a déclaré à *Reuter* le 21 mai le ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie S.E. Pou Sothirak. Bien que cette information soit très succincte et que la société se refuse à tout commentaire ("c'est prématuré"), on peut saisir cette occasion de faire le point sur la recherche pétrolière au Cambodge. Le dernier point avait été fait dans *Cambodge Nouveau* n° 39 en novembre 1995.

La zone maritime du Cambodge ("off-shore"), à l'exclusion des zones disputées entre le Cambodge et ses deux voisins la Thaïlande et le Vietnam, a été divisée en 7 "blocs" (1 à 7). La zone on-shore en 18 blocs (8 à 26).

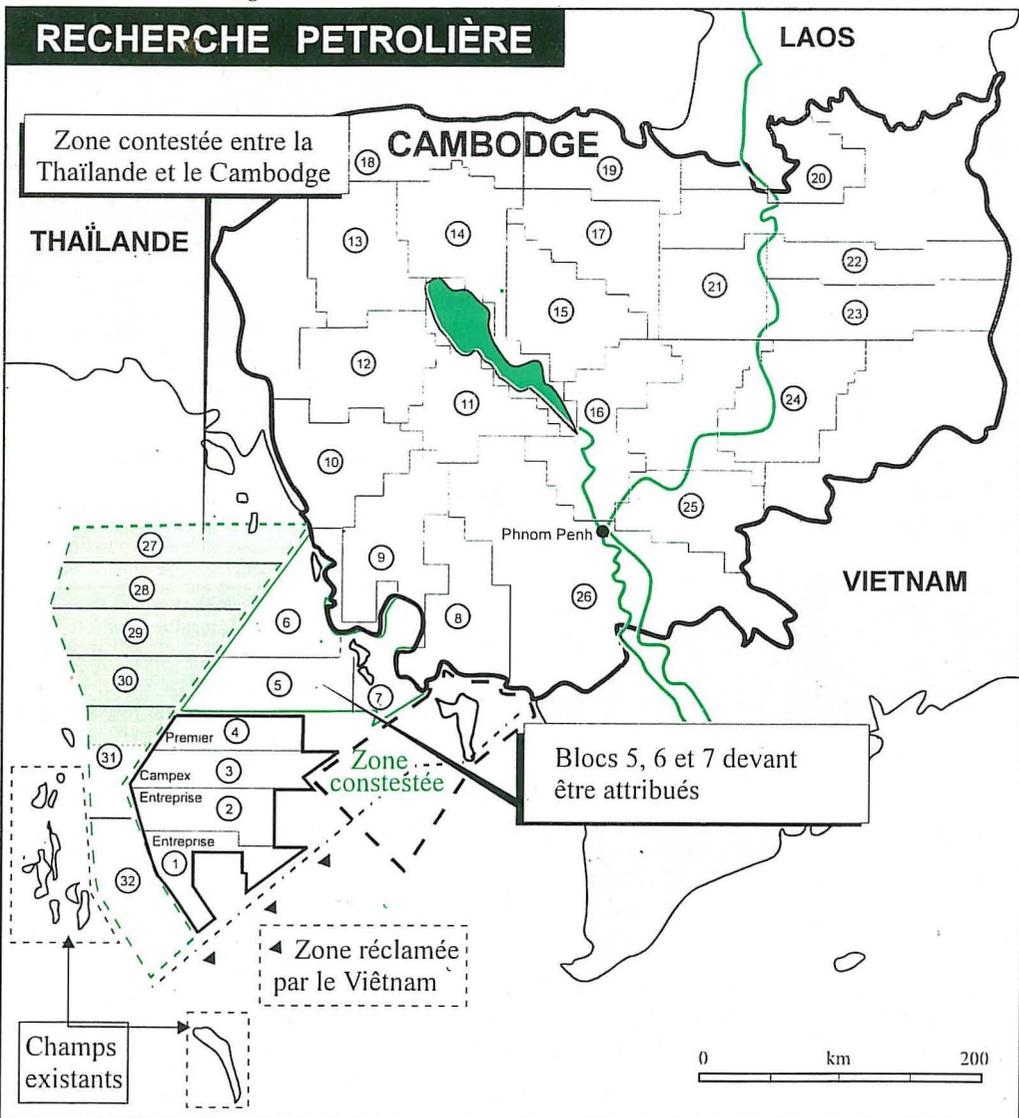
les 4 blocs en cours d'exploration
 Sur les 7 blocs off-shore, quatre de I à IV (voir carte) ont été attribués à des sociétés d'exploration pétrolière :

- I et II à *Enterprise Oil*, société britannique (50 %), *Tota* française (30 %) et *British Gas* (20 %);
- III à *Campex*, filiale de la japonaise *Japex*;
- IV à *Premier Oil*, britannique associée au Cambodge avec le japonais *Idemitsu* et l'australien *Amprolex* : un tiers chacun (*Mobil* vient de racheter *Amprolex*).

3 blocs à attribuer
 Les blocs V, VI et VII n'ont toujours pas été attribués. Les soumissions ont été déposées entre le 29 octobre 1994 et le 2 février 1995. L'attribution était déjà imminente en novembre dernier. "Nous sommes en train de négocier, nous dit M. Nhiep Bun Chin, sous-Secrétaire d'Etat au ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie. Nous attendons les recommandations de nos consultants, *OGI*, de Singapour, mais la décision est pour très bientôt".

Il se peut que l'on attende aussi que soit adoptée la loi sur les Entreprises publiques, qui pourrait créer une *Compagnie Nationale des Pétroles* (ou *Autorité Pétrolière du Cambodge* ...). C'est à elle que reviendrait l'attribution des blocs.

les zones contestées
 Restent les zones contestées entre le Cambodge et ses voisins. Pour la zone en litige entre le



Source : ministère de l'Industrie - département de la Géologie et des Mines

Une visite à EXPLORER III

Une brève visite sur le bateau de forage Explorer III, de la compagnie canadienne *Canmar*, ancré en plein milieu du Golfe de Thaïlande, à environ 150 km des côtes cambodgiennes, permet de se faire une idée de cette activité très technique qu'est le forage en mer.

Centres d'intérêt ? Ils sont nombreux. Intérêt visuel et photographique d'abord : l'approche en hélicoptère est spectaculaire. Mais aussi : comment on stabilise le bateau, avec le derrick qu'il porte, au dessus du puits, à 1 mètre près, quel que soit l'état de la mer; le bétonnage, au fond de la mer, de l'entrée du puits; les manoeuvres qui permettent de visser de nouvelles tiges (10 m de long) à mesure que le puits

s'approfondit : le "train de tiges" vertical peut atteindre 4 km ...; le contrôle de la rotation, de la pression sur la tête de forage, de la pression de la boue, ...; les différents types de têtes de forage; le circuit de la boue, que des pompes envoient sous forte pression par les tubes de forage, et qui remonte les débris de roches; la récupération de ces débris et leur examen au microscope par les géologues;

leur expédition aux laboratoires de Londres, siège de *Enterprise Oil*, qui a loué les services de *Canmar* pour forer ce puits dit *Preah Khan*; la surveillance des opérations par des caméras au fond de la mer, les constantes précautions pour éviter tout accident ...
 Le bateau de forage est en activité 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Les équipes se relaient toutes les 12 heures.

P E T R O L I E R E

Cambodge et la Thaïlande, environ 5 570 km², elle a été divisée en 4 zones et 9 blocs de surfaces très différentes.

Après premières éliminations, il y aurait encore en compétition 14 compagnies candidates à l'exploration, selon Te Duong Tara, conseiller du ministre d'Etat Sok An. *Premier et Enterprise*, bien que très discrets, pourraient faire partie des candidats. L'attribution des blocs sera décidée par une commission composée des deux Premiers ministres, du ministre d'Etat Sok An, des ministres Veng Sereyvudh (Tourisme), et Pou Sothirak (Industrie, Energie et Mines).

Il semble que la Thaïlande de son côté ait déjà attribué des licences d'exploration pour cette zone, devant une exploration conjointe de découvertes éventuelles. Mais l'exploration n'a évidemment pas encore commencé.

Une première réunion de la *Commission khmère-thaïlandaise pour le développement conjoint des ressources pétrolières* a eu lieu les 27 et 28 avril 1995. On ne sait si elle a progressé depuis.

Des accords entre gouvernements pour exploiter des champs situés à cheval sur une frontière sont chose courante (en Mer du Nord par exemple), rappelle John Shute, responsable Asie du Sud-est. On peut aussi créer une Autorité bi-nationale : il en existe entre la Thaïlande et la Malaisie par exemple, entre la Malaisie et l'Indonésie.

Côté Vietnam, il s'agit aussi de traiter l'épineux problème des frontières maritimes. C'est l'affaire du ministère de

l'Intérieur et du ministère des Affaires Etrangères. "On est encore loin de l'attribution de blocs à explorer. C'est une question très sensible. Pas de commentaire".

depuis 1994 on a trouvé des indices encourageants, mais aucune découverte commercialisable jusqu'à présent

la zone on-shore

"On manque de données sur la zone on-shore, nous dit le Directeur du département Géologie du ministère de l'Industrie, de l'Energie et des Mines M. Mak Ngorn Ly. Avec *Japan Oil Corporation*, on va procéder à deux sortes d'explorations :

- prospection aérienne
- prospection sismique.

Celle-ci sera effectuée à partir des routes nationales 5 et 6 pour la région du Tonle Sap, RN 1 pour la zone Prey Veng - Svay Rieng, en remontant vers le nord jusqu'à Kompong Cham, et RN 4. Cette exploration, qui doit commencer dans le courant de l'année, durera environ 6 mois. Le Tonle Sap lui-même, et ses rives, sont protégées. En principe, on n'y fera pas de forages d'exploration. Il n'empêche que, pour des raisons géologiques, ce Tonle Sap intéresse beaucoup les pétroliers. Il correspond à un bassin qui a les mêmes caractéristiques que les bassins situés en mer de Thaïlande.

une Compagnie nationale du Pétrole ?

L'unanimité ne semblé pas faite à ce sujet. Théoriquement elle

pourrait être créée très vite, avec la loi sur les entreprises publiques. Cette Compagnie aurait l'autonomie, il lui reviendrait donc de décider de l'attribution des blocs à telle ou

de créer une *Compagnie nationale*, que ses futurs responsables cambodgiens acquièrent la compétence nécessaire en matière de management comme dans les domaines techniques. Nous devons savoir comment ont fait nos voisins : l'Indonésie avec Pertamina, la Malaisie avec Petronas ...

"Il faut aussi que nous sachions exactement à quoi nous en tenir sur nos ressources en hydrocarbures. La création d'une *Compagnie nationale* est donc pour un avenir indéterminé ...".

telle société d'exploration pétrolière. Mais il faut aussi le décret d'application et les règlements intérieurs.

"D'un autre côté, nous dit M. Nhip Bun Chin, il faut, avant

état des recherches

Depuis que les travaux d'exploration ont repris, en 1993, après plus de 20 ans d'interruption (Elf avait foré deux puits sans succès dans les années 70), jusque fin 1995, quatre puits ont été forés dans 3 des 4 blocs attribués :

- *Enterprise* a foré deux puits et découvert du gaz et des condensats dans son puits Angkor 1, situé dans le bloc II; elle a réalisé une étude sismique en trois dimensions.
- *Campex* (bloc III) a trouvé un peu d'huile dans son forage Apsara 1 et a eu un forage sec : Devada 1; un autre forage sera réalisé en août 96.
- *Premier* a fait la meilleure découverte avec son puits Kaoh Tang 1, dans le bloc IV : 1180 barils/jour (non commercialisable toutefois). Elle a réalisé une étude sismique en 3 dimensions sur 550 km² (environ 3 millions de \$).

Ces forages ont été très encourageants, puisque 3 sur 4 ont trouvé quelque chose (moyenne mondiale : 1 sur 8). On a pu déterminer un "bassin khmer" d'environ 70 km sur 20, assez semblable à d'autres bassins productifs dans le Golfe de Thaïlande.

Les puits sont forés à partir d'un navire de forage au-dessus de 40 à 70 m d'eau. Profondeur des puits : de 3 000 à 4 000 m. Chaque forage coûte de 7 à 10 millions de dollars.

Explorer III, lorsque le forage Preah Khan pour *Enterprise* sera terminé, ira forer dans les eaux vietnamiennes, puis reviendra forer un nouveau puits pour *Campex*, en août, et peut être un autre, en octobre, pour *Enterprise*.

Un bateau de forage en mer n'est pas normalement prévu pour le tourisme. C'est pourtant un centre d'intérêt évident, où l'on peut saisir l'enchaînement de

techniques modernes très diverses. Et le lieu où, peut-être, se prépare la fortune du Cambodge.

Ce pourrait être aussi une source de profits pour la compagnie exploitante, pour des agences de voyages, pour des navettes en hélicoptère ou en bateau. Des visites chères, évidemment ...

Autrefois, on allait visiter les plantations d'hévéas. Pourquoi pas un bateau de forage en mer ?

En 1996

- *Enterprise* fore au moins 2 puits nouveaux : un dans chacun de ses deux blocs.

Au puits Da-1, commencé en mars dans le bloc I, des traces d'hydrocarbures ont été trouvées. Da-1 a été arrêté à 4 km de profondeur, et abandonné.

Un autre puits, Preah Khan, est en cours de forage dans le bloc II, à une trentaine de km d'Angkor 1. Il sera arrêté très prochainement à 3500 m de profondeur.

Si les résultats des analyses sont bons, il pourra être décidé, d'ici 2 ou 3 mois, de faire un nouveau forage.

La licence d'*Enterprise* prend fin en octobre prochain. Une quarantaine de millions de dollars ont été dépensés jusqu'ici.

Le contrat avec le gouvernement cambodgien a été rempli, dit John Shute. Mais il prévoit une option pour un an supplémentaire, qu'*Enterprise Oil* fera jouer selon le résultat des analyses et études.

- *Premier Oil* analyse les données fournies par son étude sismique, et pourrait décider d'ici la fin de l'année d'un prochain forage.

• *Campex* doit réaliser un nouveau forage en août.

une question pertinente :

la mondialisation va-t-elle continuer ?

Le libre échange généralisé, qui est tellement dans l'air du temps, va-t-il continuer à progresser ? La "mondialisation" de l'économie va-t-elle se poursuivre ? N'a-t-elle pas atteint son apogée ?

C'est la bonne question que pose Jeffrey E. Garten, de l'Université de Yale, dans la *Far Eastern Economic Review* (23 mai). L'idée que le phénomène de la "mondialisation" ne peut que se poursuivre, et qu'il est bénéfique pour tous, étant aujourd'hui généralement admis, il est en effet très judicieux d'introduire un doute, et d'essayer d'imaginer la tendance suivante -car aucune évolution ne se poursuit indéfiniment.

Ancien sous-Secrétaire d'Etat au Commerce du président Clinton, Jeffrey Garten part de la conviction que l'apparition des "nouveaux grands marchés", en particulier la Chine, l'Inde, l'ASEAN, va changer la face du monde, pas seulement du monde économique, mais qu'elle va changer aussi la répartition du pouvoir politique.

"L'émergence de marchés nouveaux, en particulier les plus grands, est le défi de notre temps". Il remarque en passant que cette émergence a toutes chances d'être chaotique, fragmentée, et que les investisseurs et les boursiers feraient bien d'être prudents.

D'énormes quantités de capitaux s'investissent dans les places boursières de Thaïlande, de Malaisie, du Brésil ... L'optimisme actuel repose sur la croyance que la paix, les progrès

vers le capitalisme et la démocratie, vers la libéralisation des échanges, vont durer. Ce n'est nullement garanti, estime Jeffrey Garten.

La Chine et ses bruits de sabre, la tension entre les deux Corées, la rivalité nucléaire entre l'Inde et le Pakistan, pourraient changer une ambiance militaire actuellement calme. Politiquement, l'arrivée de la démocratie apporte beaucoup d'incertitudes.

Mais le talon d'Achille des nouveaux marchés, ce sont les échanges commerciaux.

Plutôt que de nouveaux accords de libéralisation, on va maintenant chercher à donner de la substance aux accords passés. L'inquiétude des Américains concernant les salaires et les licenciements, celle des Européens dont la croissance économique est très faible, vont donner un coup de frein au libéralisme à tout-va.

Or au même moment, les pays en développement comme l'Indonésie, la Thaïlande, l'Indonésie, cherchent à donner un nouvel élan à leurs exportations, pour financer le déficit de leurs balances des paiements. Mais ils sont déjà très dépendants du marché américain : les pays d'Asie orientale en dépendent pour 25 %, et cette proportion augmente.

Il y a un risque de spirale descendante : les pays en développement, ne pouvant pas trouver les marchés dont ils ont besoin, sont contraints de diminuer leurs propres importations en provenance d'Europe et d'Amérique. Cela provoque en retour un protectionnisme croissant des pays développés vis à vis des pays en développement.

Un autre problème éventuel : les énormes volumes de finances qui s'investissent sur les places boursières des pays en développement (la

capitalisation boursière des pays en développement a augmenté de 300 % depuis le milieu des années 80) sont très volatiles. Ils peuvent être retirés très rapidement, en quelques minutes, avec les moyens informatiques utilisés aujourd'hui. Le courant peut s'inverser !

On pourrait voir aussi ces capitaux refluer vers les pays développés, si les taux d'intérêt de ces pays remontaient ...

L'une ou l'autre de ces noires hypothèses se réalisera-t-elle ? Rien n'est certain, mais, remarque Jeffrey Garten, si les nouveaux marchés ne faisaient pas l'expérience de paniques, de crises et de retours en arrière, ce serait bien la première fois dans l'histoire. *"Quand tout va bien, tout le monde est optimiste. Quand une bulle crève, nous sommes tous capables d'expliquer pourquoi cela devait arriver"*.

Jeffrey Garten a écrit avant que les avantages des MFN aient été accordés à la Chine par le président Clinton.

Cela ne contredit en rien son propos. Cet accord a été combattu comme jamais auparavant, et on peut imaginer qu'il pourrait ne pas être renouvelé l'année prochaine. Les adversaires du libre échange pourraient voir leurs arguments renforcés si la Chine tardait trop à respecter le copyright, si les exportations américaines vers les nouveaux marchés ralentissaient, ...

Mêmes hésitations en Europe, où l'on soulève (comme aux Etats-Unis) la question des conditions de travail dans les pays en développement.

Le libre-échange, la mondialisation ont encore de beaux jours devant eux. L'élan est puissant. C'est que tout le monde y voit son avantage. Les inconvénients, les obstacles apparaissent chemin faisant. •

A PROPOS ...

(suite de la page 5)

-Ho Chi Minhville sera un élément important, est en projet, pour un avenir encore non précisé (voir carte dans C.N. n° 50).

"très grande escroquerie"

Une société chinoise du Guangdong, il y a trois ans, repris l'ancienne cimenterie de Kampot et y a investi environ 10 millions de dollars. La cimenterie a recommencé à produire. Pour obtenir le contrat, elle était passée par l'intermédiaire d'un négociateur Cambodgien, qui est devenu président de la société exploitant l'usine, et (pour rembourser le coût de la "négociation") en a obtenu une minorité de parts. Processus classique.

Mais ce président, prétextant une mauvaise gestion, a confié la gestion de la cimenterie à une entreprise suisse, sans en avertir ses partenaires chinois. Les cadres chinois de l'entreprise ont été avisés d'avoir à quitter leurs postes du jour au lendemain.

L'investisseur chinois, qui aurait des appuis directs à Pékin, est venu protester en personne, et veut porter l'affaire en justice: *"c'est une très grande escroquerie"*. L'ambassade de Chine à Phnom Penh va s'entremettre.

MFN

Trois équipes, dont une à Washington, dirigées par Teo Ngoy, directeur de l'agence immobilière King Realty, s'efforcent de convaincre les sénateurs américains d'accorder au Cambodge les avantages de la "Most Favored Nation" (MFN) -que la Chine vient d'obtenir pour un an.

rectification

Dans l'article consacré au PRASAC (n° 51), les 368 millions d'Ecus du programme ne font pas "environ 42 millions de dollars", mais **environ 420 millions de dollars** (1 ECU = 1,20 US\$).

urbanisation

Le nombre des villes de plus d'1 million d'habitants, 280 actuellement dans le monde, devrait doubler d'ici 2015. Il y a 14 villes de plus de 10 millions d'habitants actuellement (Tokyo 26,5 millions), il y en aurait 27 en 2015. Sur ce nombre, 16 seront en Asie, dont Tokyo (29), Bombay (27), Shanghai (23), Djakarta (21), Karachi (20), Pékin (19), Dhaka (Bangladesh 19), Calcutta (18), Delhi (18), Tianjin (17) etc ... (projections du FNUAP, Fonds des Nations Unies pour la Population).

VOTRE PUB

dans

Cambodge

Nouveau ?

Une bonne idée !